

22 000 emplois en moins dans les services publics, ce sont des postes d'infirmières, d'enseignants, de postiers, de personnels des mairies, perceptions...qui disparaissent et autant de services qui ne seront plus assurés pour la population notamment celle fragilisée par la politique libérale du gouvernement.

L'école est la plus touchée avec 11 200 emplois en moins pour la rentrée 2008 !

Ça veut dire :

- les enfants de 2 ans non scolarisés
- des classes sans maître ni prof car le nombre de remplaçants est déjà plus qu'insuffisant
- des classes surchargées
- les élèves en difficultés scolaires sacrifiés
- des enseignements qui disparaissent...
- une année de formation en moins pour 1/4 des élèves de Bac professionnel

Ca veut dire : un tri sélectif des élèves et la fin de la réussite scolaire pour tous.

REFUSONS la casse des services publics

Recherche et universités abandonnées par l'Etat :

Voilà la vérité sur la loi LRU d'Autonomie des Universités !

-les formations et la recherche désormais soumises aux intérêts économiques privés par le biais du financement des fondations.

- les inégalités entre « petites » et « grandes » universités qui vont se creuser : Arras est-elle condamnée à n'avoir qu'une université de seconde zone ?

-le CNRS et les grands organismes de recherche attaqués par le biais du financement sur projets à court terme, alors que la recherche exige par définition du temps !

Alors que l'Université française est extrêmement pauvre et que beaucoup d'étudiants vivent dans des conditions très difficiles, le gouvernement brade l'enseignement supérieur.

Cela est INADMISSIBLE

Argent public :

l'Arrageois un exemple parmi tant d'autres

Chacun a pu constater que ses impôts : locaux, fonciers, taxes diverses...ne font qu'augmenter.

Une grosse partie de cet argent est donné aux soi-disant créateurs d'emplois des nouvelles zones industrielles qui entourent Arras, notamment par nos élus locaux et M. Vanlerenberghe,

En 15 ans, ce sont 66 millions d'euro (source CUA) qui ont été donnés aux patrons pour soi-disant créer des emplois. Quels emplois ? 66 millions pour 2050 salariés payés au SMIC, travaillant par poste, 7/7 jours, la nuit...La plus part des 2050 sont en fait des salariés délocalisés de Seclin, de Boulogne, de Valenciennes et même d'Arras. Le choix a été de déplacer les usines à l'extérieur de la ville afin de favoriser le tourisme et le commerce.

On peut le comprendre, sauf que les 66 millions ne profitent qu'aux seuls patrons : accès, voiries, bâtiments...à des tarifs défiant toute concurrence.

Le hic ce sont les salariés pour qui rien n'a été prévu : lignes de bus, crèches, restaurations d'entreprises, antenne sociale...et aucun local pour permettre aux travailleurs de s'organiser collectivement.

Les choix sont clairs : l'argent pour les patrons, la galère pour les ouvriers. Au travers de la presse locale, il est facile d'embellir une situation qui est loin d'être celle vécue par les salariés. Contre le mensonge, le chômage, la précarité, les bas salaires, la pénibilité...organisons nous syndicalement !

66 millions d'euro pour Arras !

Combien pour Lens, Douai, Cambrai, Calais, Lille, Valenciennes... ?

Sûrement plusieurs milliards qui viennent s'ajouter aux 200 milliards donnés au patronat au titre des exonérations de cotisations sociales depuis.....1992 !



Signatures de la pétition contre la franchise médicale : plusieurs centaines de signatures ce samedi matin sur le marché d'Arras.

**ENSEMBLE mobilisons nous
contre le recul social**